

Hollande impose un Sarko-boy à Bercy

Par Carole Barjon

Philippe Parini, qui fut écarté du ministère de l'Economie par le gouvernement Jospin, sauve cette fois sa tête. Au prix d'étranges manoeuvres.



Philippe Parini (AFP)

C'est une première : François Hollande a signé mardi 18 septembre le décret de nomination du très sarkozyste Philippe Parini, nouveau trésorier-payeur général (TPG) de Paris, contre l'avis de Pierre Moscovici et Jérôme Cahuzac, respectivement ministre des Finances et ministre du Budget.

La proximité de Philippe Parini avec l'ancien président est connue : il fut trésorier-payeur général des Hauts-de-Seine et chargé en 2008 par Nicolas Sarkozy d'effectuer la délicate fusion entre la direction générale des Impôts et celle de la Comptabilité publique. Depuis l'installation de Hollande à l'Elysée, de nombreux hauts fonctionnaires notoirement proches de Sarkozy, comme Bernard Squarcini ou Frédéric Péchenard dans la police, ont été promptement remplacés. Philippe Parini, qui fut écarté de Bercy par le gouvernement Jospin, sauve cette fois sa tête. Au prix d'étranges manoeuvres.

Petit retour en arrière. En octobre 2011, le précédent TPG de Paris fait valoir ses droits à la retraite. Philippe Parini, alors directeur général des Finances publiques, nommé par Sarkozy, décide de ne pas choisir de remplaçant et gèle le poste, avec l'accord du ministre de l'Economie. Résultat : la place reste vacante pendant huit mois.

Après la victoire de la gauche en mai dernier, Parini fait comprendre qu'il est intéressé par la fonction. Refus catégorique de Moscovici et Cahuzac. Même attitude de Pierre-René Lemas et Emmanuel Macron, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint de l'Elysée, qui ne jugent pas raisonnable de donner à Parini le contrôle de la comptabilité et de toutes les opérations financières de la Ville de Paris, poste qu'il avait déjà occupé quelques années auparavant.

La semaine dernière, pourtant, François Hollande en a décidé autrement, sans même attendre une réunion de la commission administrative paritaire de Bercy, généralement consultée pour avis. Pour quelle raison ? Mystère. Intervention d'émissaires de Sarkozy auprès de Hollande ? Deal politique en relation avec les futures élections municipales ? Les initiés se perdent en conjectures. Une chose est sûre pour le moment : l'association des trésoriers-payeurs généraux, plus que troublée par cette pratique d'un genre nouveau, envisage de déposer un recours.